

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2024

Contexte et constats

Publié sur 

Agglopolé Provence

281 Boulevard Maréchal Foch
BP 274
13666 Salon-de-Provence

Références : D-2024-1455
Code AIOT : 0006402665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2024 dans l'établissement Agglopolé Provence implanté Lieudit Les Fumades Pont de la Tour 13370 Mallemort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du dossier de porter-à-connaissance déposé par l'exploitant auprès du Préfet pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site, l'Inspection s'est rendue sur place pour examiner le projet et vérifier la conformité du suivi post-exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Agglopolé Provence
- Lieudit Les Fumades Pont de la Tour 13370 Mallemort
- Code AIOT : 0006402665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 1er septembre 2014, l'ISDND de Mallemort ne reçoit plus de déchets. Sa post-exploitation est réglementée par un arrêté préfectoral complémentaire daté du 22 juillet 2016. Le site est accessible depuis le centre de transfert situé en amont ainsi que depuis la déchetterie de Mallemort. Ces trois installations sont sous l'exploitation de la Métropole Aix Marseille Provence.

L'ancienne décharge fait actuellement l'objet d'une instruction d'un dossier de porter-à-connaissance pour la construction d'un parc photovoltaïque.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi topographique , contrôles de la stabilité des talus, suivi paysager	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

5	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
---	-----------------------------	---	--	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 3	Sans objet
2	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 4	Sans objet
3	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 5	Sans objet
6	Suivi des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.4	Sans objet
7	Suivi des émissions de biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne gestion post-exploitation de l'installation. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité lors de la visite sur site.

Afin de justifier la conformité du site à son encadrement réglementaire, il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs suivants :

- le rapport de contrôle du niveau des eaux souterraines en période des hautes et basses eaux ;
- le dernier rapport annuel synthétique sur la stabilité des talus, la bonne tenue de la couverture finale, l'évolution des tassements par levé topographique et la reprise de la végétalisation du site.

Une borne incendie, non incluse dans le plan incendie de l'exploitant, a été observée sur le site. L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à une vérification de cette borne, et de transmettre également les conclusions de la vérification de l'intégrité de la bêche (réserve d'eau).

De plus, il est demandé à l'exploitant d'être vigilant sur l'entretien des piézomètres conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : La clôture périphérique du site est maintenue en bon état pendant toute la période de suivi trentenaire. Une clôture de 2 mètres de hauteur, munie d'un portail fermé à clé accessible aux services d'incendie et de secours, est positionnée afin de limiter l'accès au site de l'ancienne décharge à partir du centre de transfert voisin en activité.
Constats : Le site est entouré d'une clôture complète. L'accès est contrôlé par plusieurs portails, chacun sécurisé par des cadenas à code. Les codes des cadenas ont été transmis aux services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du site
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise l'entretien du site et des contrôles réguliers sont effectués, à une fréquence minimum annuelle concernant : <ul style="list-style-type: none">- la propreté du site ;- les clôtures, accès et pistes de circulation ;- l'étanchéité de surface et la bonne tenue de la couverture finale ;- le réseau de drainage et de collecte des eaux pluviales ;- le support végétal ;- la végétalisation.
Constats : L'inspection a constaté le jour de la visite que le site était bien entretenu (pas de déchets visibles), les accès aux sites sont entretenus permettant une accessibilité facile, la couverture finale ne montre pas de désordre apparent, la végétalisation du site est effective.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : La réserve d'eau de 120m3 située à proximité du centre de transfert est maintenue en bon état de service et vérifiée au minimum au moins une fois par an. Ces vérifications sont effectuées soit par un organisme de contrôle agréé, soit par un installateur qualifié. En prévention des risques incendie, le site devra être maintenu dans un état débroussaillé pendant les périodes à risques, à savoir de mai à septembre. L'exploitant pourra privilégier des méthodes de débroussaillage dites "douces" (ovins, caprins,...) Les pistes existantes permettant de traverser le site sont entretenues et dégagées de tout obstacle. L'accès aux véhicules de lutte contre l'incendie doit être possible à tout moment.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau située au niveau du centre de transfert. L'exploitant a transmis à l'inspection un bon de livraison d'EUROFEU pour la vérification de l'intégrité de la bâche (réserve d'eau). Le site et ses abords ont fait l'objet d'un débroussaillage complet. Les pistes et accès sont dégagés. L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 15/07/2024 une attestation d'achèvement de prestations de débroussaillage en date du 28/06/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de faire une vérification du fonctionnement et du débit de la borne incendie située sur la partie haute du site. L'exploitant transmettra ces résultats ainsi que ceux relatifs au contrôle de la bâche à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi topographique, contrôles de la stabilité des talus, suivi paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise l'entretien du site et des contrôles réguliers sont effectués, à une fréquence minimum annuelle concernant : <ul style="list-style-type: none">- la stabilité des talus et la bonne tenue de la couverture finale ;- l'évolution des tassements par levé topographique ;- la reprise de la végétalisation du site. Ces contrôles sont suivis, si nécessaire, d'actions correctives et font l'objet d'un rapport synthétique transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la reprise de la végétalisation du site. Par mail du 12/07/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande à destination de la société OPSIA MEDITERRANEE pour une prestation de levé topographique et calcul de tassement en date du 14/06/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des levés topographiques ainsi que des calculs de tassement dès réception. L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de transmission annuelle d'un rapport synthétique sur la stabilité des talus, la bonne tenue de la couverture finale, l'évolution des tassements par levé topographique et la reprise de la végétalisation du site. Cette transmission annuelle constitue le seul moyen de pouvoir suivre le comportement de l'installation en post exploitation sur le long terme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de quatre piézomètres implantés conformément au plan figurant au dossier de cessation et possédant les caractéristiques suivantes : Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré, en période des hautes et basses eaux. Les piézomètres sont entretenus et font l'objet de contrôle réguliers à une fréquence au minimum annuelle par un organisme tiers compétent. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'Inspection des Installations Classées. Les paramètres à analyser semestriellement sont définis ci-dessous : Les autres paramètres recherchés annuellement sont : <ul style="list-style-type: none">- conductivité, pH, température et potentiel d'oxydoréduction in situ ;- Cu, Cr, Ni, Zn, As- indice phénol, AOX, DB05, sulfates, PO4, NH4, sodium- benzène, toluène, éthylbenzène, m+p-xylène, o-xylène.

<p>Constats :</p> <p>Par mail du 11/07, l'exploitant a transmis à l'inspection son rapport de contrôle des eaux établi le 06/05/2024 par ARES CONTROLE.</p> <p>L'ensemble des paramètres sont conformes sur cette campagne à l'exception des MES sur le piézomètre 2. (32mg/l contre 25mg/l).</p> <p>Le bureau d'analyse explique cette hausse par la présence de matière en fond de piézomètre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 que les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, doivent être régulièrement entretenus.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle du niveau des eaux souterraines en période des hautes et basses eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Suivi des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi post-exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux pluviales est réalisée à partir de deux points de prélèvements implantés conformément au plan figurant au dossier de cessation du 19 décembre 2013 à savoir, dans le grand bassin de plus en amont du site et le plus petit bassin en contrebas de la déchèterie.</p> <p>Les paramètres à analyser semestriellement sont définis ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Potentiel redox - pH - température - Conductivité - MES - Oxygène dissout
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 11/07, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des eaux du site établi le 06/05/2024 par ARES CONTROLE.</p> <p>Les analyses ont été réalisées par EUROFIN.</p> <p>Les paramètres analysés des eaux de bassin sont les suivants : la conductivité, la mesure du pH, la température, les matières en suspension, l'oxygène dissout et le potentiel RedOx. Ils ne montrent pas d'évolution particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suivi des émissions de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : La surveillance des émissions des biogaz couvre l'ensemble du massif de déchets et consiste en des mesures surfaciques de concentrations en méthane. Les campagnes de mesures sont réalisées semestriellement et les résultats de celle-ci sont confrontés aux recommandations de l'INERIS en matière de gestion des biogaz. En cas de résultats de mesures mettant en avant des émissions plus importantes par des chemins préférentiels entre le massif de déchets et l'extérieur, l'exploitant est tenu de faire réaliser des aménagements endiguant ce phénomène.
Constats : Par courriel daté du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de contrôle des émanations gazeuses sur le site, réalisé par ECOGEOS le 7 septembre 2023. Les mesures ont été effectuées en septembre 2023. Selon le rapport, la présente campagne de suivi, réalisée sur l'ensemble du CSDND, a révélé 9 points d'émissions surfaciques limitées de méthane qui se situent principalement au niveau des zones d'émissions déjà identifiées lors des campagnes précédentes. Il s'agit de la jonction entre la couche drainante de la couverture du dôme et les fossés EP, recouverts d'une géomembrane PEHD (épaisseur de 1,5 mm) avec débords sur une largeur de 1 m. Ces résultats confirment les résultats des campagnes précédentes à savoir la quasi-absence d'émissions diffuses de méthane au droit de la couverture du CSDND de Mallemort. Les résultats de mesure ne nécessitent pas la mise en œuvre de travaux de reprise de l'étanchéité selon l'exploitant et la bureau d'étude. Ce sujet devra être particulièrement travaillé dans le cadre de l'instruction réglementaire en cours pour l'implantation d'un parc PV au droit du stockage de déchets. L'exploitant a déposé un dossier auprès du Préfet afin de solliciter un assouplissement de la fréquence de surveillance, passant d'une vérification semestrielle à annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite